

The problem with this position is that in our imagination we usually add a bit of money to the shitty lives we have now and then ask, so what? on the false premise that we could ever get that money without at the same time revolutionising - in the process of struggling for it - all our family and social relations. (Silvia Federici, «Wages Against Housework»)

L'expérience du travail est le plus souvent problématique. Le rapport que l'on entretient avec le travail constitue souvent une première grille pour comprendre l'exploitation et pour développer une critique du capitalisme. Très tôt, on nous demande de choisir ce que nous voudrions faire plus tard. À toutes occasions, les enfants enfilent les habits du pompier, jouent à la maîtresse d'école et s'envolent dans une fusée imaginaire. Nous apprenons à nous projeter dans l'avenir en nous imaginant exercer une profession rêvée.

Seulement, à cette vision romantique du travail ont tôt fait de s'ajouter les scènes de la vie quotidienne : les parents, de retour fatigué.e.s du boulot, n'ont, à quelques exceptions près, rien d'autre à raconter autour de la table que les petites misères de leur vie professionnelle. Déjà, les journées des petit.e.s sont modulées selon l'horaire de travail des grandes personnes. Le temps - concept flou pour les enfants - se structure autour du 9h à 5h, de la fin de semaine, des jours fériés et des vacances de la construction. Une fois adulte, on se surprend à souhaiter encore faire quelque chose qu'on aime, jusqu'à ce que la somme des expériences de travail décevantes l'emporte sur le fantasme...

La prise de conscience de l'aliénation nourrit un discours contre le travail et en conduit quelques-un.e.s à prêcher pour son abolition par la réduction du temps travaillé et salarié. Lorsqu'on prend conscience de l'extériorité de cette activité, lorsqu'on saisit la dépossession de son être, de sa vitalité et le malheur dans lequel le travail contraint nous plonge, on en vient évidemment à vouloir l'éviter et à souhaiter sa disparition.

On veut découvrir, enfin, ce que seraient nos désirs, nos talents, nos intérêts et notre caractère en l'absence d'un horaire régulier et de tâches définies et routinières. Si l'aliénation entraîne son lot de souffrances, la conscience de cette dernière est parfois tout aussi souffrante, surtout dans un contexte qui offre peu d'alternatives. Pour se protéger, plusieurs s'identifient à leur travail, affirment n'avoir jamais travaillé un jour de leur vie tellement iels (ils/elles) aiment ce qu'iels (ils/elles) font et réagissent à toute critique envers leur profession comme si elle leur était personnellement adressée. La prise de conscience de l'aliénation est donc un premier pas nécessaire pour s'organiser par rapport au travail.

Une telle prise de conscience est quant à elle impossible à l'extérieur du contexte du travail lui-même. Cependant, il importe de ne pas réduire le travail à une activité strictement productive. Comme l'ont soulevé avec justesse les féministes organisées dans les années 1970 pour un salaire contre le travail ménager, les luttes ouvrières se sont uniquement concentrées dans l'usine, au point de dissimuler l'autre usine, l'usine sociale, là où s'accomplit le travail de reproduction de la classe ouvrière : un travail invisible parce que non salarié et accompli majoritairement par des femmes.

La nécessité de s'organiser dans le contexte du travail ne revient donc pas à mettre de l'avant des luttes strictement syndicales, mais bien à s'organiser afin que de plus en plus de personnes reconnaissent leur rôle au sein du capitalisme et réalisent que ce dernier ne se contente pas d'exploiter leur force de travail, mais leur personne toute entière. Comme le proposaient Mariarosa Dalla Costa et Selma James^[1], le travail de reproduction, bien que non salarié, n'est pas exclu des rapports capitalistes et, au bout du compte, il n'existe tout simplement pas d'activités ou de rapports qui en sont exclus. Et c'est vrai aussi pour la

production intellectuelle et culturelle, tout comme pour l'intelligence collective absorbée par des stratégies nouvelles comme le microcrédit. Une telle grille complexifie la question de la valeur de la force de travail et de sa négociation, en même temps qu'elle étend la catégorie du travail et, du même coup, celle des travailleur.euse.s.

Pour revendiquer un salaire pour les stagiaires, il a donc d'abord fallu convaincre massivement ces dernier.e.s que le temps investi dans les stages constitue du temps travaillé. Comme pour les ménagères, il a fallu déconstruire cette idée d'une activité qui implique intrinsèquement un don de soi, que l'on effectue par amour et compassion ou encore pour son propre bénéfice, et qui serait donc corrompu par le rapport salarié ou encore, qui ne mérite tout simplement pas de rémunération.

Il a fallu convaincre les stagiaires que les tâches accomplies gratuitement ont une valeur, qu'elles servent leur employeur et que le marché du travail repose en grande partie sur celles-ci. Ce n'est pas une mince affaire, puisque c'est depuis la naissance qu'on nous entraîne à accepter la dévaluation de notre travail^[2]. Même parmi les féministes qui prennent publiquement position sur la question du « travail invisible »^[3], beaucoup adhèrent à cette idée que la valorisation et la reconnaissance du travail de reproduction ne devraient pas passer par un salaire.

Dans ce monde désenchanté, il resterait des espaces que l'on croit à l'abri du marché – la maternité, les soins aux proches, le sexe, l'éducation – qu'on ne peut tout simplement pas quantifier et qui perdraient en pureté s'ils étaient rémunérés. On peut alors légitimement demander qu'est-ce qui rendrait visible ce « travail invisible » si ce n'est pas le salaire ou, au contraire, qu'est-ce qui le rend invisible si ce n'est pas l'absence d'une rémunération? Par quels mécanismes doit-on alors reconnaître et valoriser les compétences que l'on attribue aux femmes par essence ?

À défaut de pouvoir exister en dehors du capitalisme et d'opérer ainsi une quelconque redistribution plus équitable du travail de reproduction ici et maintenant, il faut s'attaquer à ce qui rend invisible ce travail dans la société capitaliste. Et c'est bien par l'exclusion du rapport salarial, malgré toutes ses limites et ce qu'il implique d'abdication et de renoncement, qu'on retire aux non salarié.e.s la possibilité de s'organiser et de négocier la valeur de leur force de travail. Se convaincre, donc, et convaincre les autres que, pour que le travail en stage soit reconnu et pour avoir une prise sur les conditions de son exercice, il faut exiger un salaire. C'est à travers ce processus de prise de conscience collective que se construisent les antagonismes et la possibilité de se définir en tant que sujet révolutionnaire.

Vouloir élargir la catégorie des travailleur.euse.s n'équivaut pas à en revendiquer l'identité ni à adopter une posture productiviste. Bien sûr, il faut admettre que la construction d'une identité de classe à travers la figure de l'ouvrier de masse se fait souvent au détriment des enjeux de genre, de sexe, de race et de colonisation. L'idée selon laquelle la classe ouvrière correspond aux hommes blancs qui travaillent sur des chaînes de montage a toujours été une lubie, qui survit encore aujourd'hui dans le seul intérêt de certains milieux de gauche et syndicaux qui la véhiculent.

Le point de la lutte n'est pas de porter le prolétariat en triomphe : elle doit aussi mener à son abolition en tant que classe inscrite dans les rapports capitalistes. Les mouvements syndicaux des secteurs ouvriers traditionnels, comme l'industrie de la construction, montrent bien comment le corporatisme et le nationalisme, au lieu de contribuer à l'établissement d'une conscience et d'une solidarité de classe, nourrissent les préjugés et la

discrimination envers les personnes immigrantes, racisées et envers les communautés autochtones. En élargissant la définition du travail, en s'organisant sur une base non corporatiste et sans palier national, on peut au contraire tenter « *de mettre fin aux divisions créées au sein de la classe ouvrière par le développement capitaliste* »^[4], pour reprendre les mots de Silvia Federici.

Peu de personnes bénéficient d'un marché du travail qui leur est favorable et dont les mouvements syndicaux arrivent à conserver les acquis. L'époque est celle de la précarité. En s'organisant autour de la question des stages, la campagne a permis d'exposer la libéralité des différentes législations qui en laissent plusieurs sans protections légales en cas de litiges ou de blessures et même en ce qui concerne le salaire minimum; c'est le cas notamment des personnes sans-papiers, des détenu.e.s, des bénéficiaires de l'assistance sociale et des travailleuses du sexe. Les sans salaire sont ainsi laissé.e.s à la merci des employeurs et, ironiquement, du marché^[5].

Dans un contexte de précarisation et d'*uberisation* du travail, alors que la catégorie des sans salaire est condamnée à s'élargir et que s'imposent de nouvelles formes de travail salarié, il semble d'autant plus important de rendre visible l'ensemble des activités gratuites sur lesquelles repose le capitalisme. Ainsi, il ne faut pas limiter l'organisation à la protection des acquis ou à la reconquête des conditions perdues depuis les « Trente Glorieuses », mais bien se solidariser avec les personnes historiquement exclues de la catégorie des travailleur.euse.s.

Le portrait est très semblable au sein de l'école : il est d'emblée vain de penser pouvoir sauvegarder un quelconque idéal de l'éducation publique des vagues de marchandisation qui se succèdent depuis déjà plusieurs décennies. Face à ces assauts néolibéraux, prêcher par nostalgie et humanisme ne fait pas le poids : ces stratégies éludent la nécessité d'entrer en conflit avec l'école afin de la transformer – pas de la préserver. En ce sens, réclamer le statut de travailleur.eus.e permet, de façon minimale, de construire un rapport de force offensif, alors que le salaire étudiant améliore ici et maintenant nos conditions matérielles.

Croire que la salarisation, et donc, la reconnaissance du statut de travailleur.euse.s – des stagiaires, des étudiant.e.s, des ménagères... – est une lutte facile et gagnée d'avance, à travers laquelle on ne fait que céder toujours plus de place au capitalisme, est réducteur. En fait, il est peu probable que l'on accorde un salaire, encore moins un salaire juste, à l'ensemble des personnes qui travaillent gratuitement au profit des capitalistes. Les écarts salariaux persistants selon le genre ou selon la couleur de la peau démontrent bien qu'il ne suffit pas d'un salaire pour mettre fin à l'exploitation.

C'est pourquoi les militantes de la campagne internationale pour un salaire contre le travail ménager, à laquelle la campagne des CUTE faisait écho, précisaient que l'obtention d'un salaire ne constituait pas une finalité, mais bien le point de départ sur lequel s'organiser afin de révolutionner, à travers les processus de lutte, les rôles et les rapports sociaux. Il s'agit ultimement de construire une nouvelle classe subversive qui correspond aux nouvelles formes du travail et de l'exploitation.



Faire ses classes !

Women have always found ways of fighting back, or getting back at them, but always in an isolated and privatised way. The problem, then, becomes how to bring this struggle out of the kitchen and bedroom and into the streets. (Silvia Federici, Wages Against Housework)

Cela dit, il ne s'agit pas non plus de prétendre à l'existence d'une classe étudiante « en soi », qui, par le simple accès à un salaire et à un statut de travailleur.euse, deviendrait une classe « pour soi », en lutte contre l'école et contre les professeur.e.s et les administrations qui la gouvernent. Au contraire, en tant que lieu de reproduction sociale par excellence, l'école est à l'intersection de multiples luttes, contradictions et inégalités sociales, qui se manifestent notamment dans la possibilité même d'y accéder, dans le temps disponible à y accorder, dans les programmes auxquels on a accès, dans le niveau d'enseignement atteint, dans le capital culturel institutionnalisé qui y correspond, etc. Or, ces disparités tendent à être invisibilisées par l'idée selon laquelle le fait d'étudier est une activité individuelle, qui ne concerne que ceux qui la choisissent ou ont les moyens de le faire.

Il s'agit plutôt de reconnaître le rôle de l'école dans la division du travail et l'organisation du capitalisme. La reconnaissance des étudiant.e.s en tant que travailleur.euse.s et l'instauration d'un salaire étudiant concernent évidemment autant l'étudiant en génie qui est grassement payé pour son stage que l'étudiante en soins infirmiers qui ne touche pas un sous, deux parties dont les intérêts sont opposés. Or, ce conflit est instauré par les positions sociales de l'un.e et de l'autre et non par la revendication, qui vise plutôt

l'amélioration des conditions matérielles et une prise de pouvoir au sein de l'école, ce qui ne peut que bénéficier aux étudiant.e.s les plus précaires. D'autant plus que, dans le cas de la rémunération des stages, c'est la division genrée du travail qui est directement remise en cause.

La revendication d'un statut de travailleur.euse ne cherche donc pas à brouiller les conflits de classe, de race, de genre, etc. qui ont cours à l'école pour faire advenir ainsi un « *sujet unifié* »^[6]. Elle cherche plutôt à les exposer et à démontrer que c'est à travers ces conflits que les personnes les plus précaires se définissent en tant que sujets autonomes. La tâche ne s'arrête donc pas

« à démontrer clairement qu'une partie des étudiant.e.s partage les intérêts objectifs du prolétariat et, inversement, que le prolétariat partage ceux de ces étudiant.e.s »^[7].

Les féminismes – *chicana*, décolonial, marxiste, noir, etc. – ont maintes fois démontré que ladite objectivité de ces intérêts est en réalité basée sur la position située d'une section précise de la classe ouvrière : masculine, blanche, « productive », etc. Il s'agit donc, suivant Selma James, de plaider pour une expression du pouvoir autonome de chaque section du prolétariat sur le terrain de l'école. À l'opposition des propositions en faveur d'une avant-garde révolutionnaire, ce parti-pris implique d'accepter que nous ne puissions pas savoir d'avance sur quel mode organisationnel une nouvelle classe politique s'unira. Tout ce que nous savons réellement, c'est que

« beaucoup d'entre nous se sont fait dire d'oublier nos propres besoins en vue d'un intérêt plus large, qui n'a jamais été assez large pour nous inclure. Et ainsi nous avons appris par amère expérience que rien d'unifié et de révolutionnaire ne sera formé avant que chaque section des exploité.e.s ait fait sentir son propre pouvoir autonome »^[8].

Loin d'être complète, la revendication d'un salaire étudiant n'en reste pas moins un point de départ vers l'expression de l'autonomie, au sens où elle rend possible une prise de conscience de l'exploitation par la visibilisation du travail reproductif accompli à l'école.

Revendiquer ce statut ouvre la voie ici et maintenant à un débordement du mouvement étudiant des limites de l'institution scolaire. En plus de concerner tous les niveaux de l'éducation, le mouvement pour la rémunération des stages impulse la création des liens avec les ménagères, les parents, les travailleuses du sexe, les travailleur.euse.s migrant.e.s et toutes les couches de la société dont le travail demeure impayé, dévalué et/ou effectué sans protections.

En période de grève, des actions communes et des prises de paroles publiques avec des organisations de travailleuses du sexe et de travailleuses migrantes ainsi qu'avec un regroupement d'infirmières ont démontré la nécessité du développement de liens de solidarité entre travailleur.euse.s et étudiant.e.s. D'autant plus que l'organisation autonome sur les enjeux de la reproduction sociale et du travail gratuit se poursuivra au-delà de l'école, sur le marché du travail. Et c'est là un atout important de la revendication d'un statut de travailleur.euse pour les étudiant.e.s : elle ne fige pas l'école comme un espace hors de la société, à l'abri du marché et des systèmes d'oppression qui la régulent.

Qu'on le souhaite ou non, l'école nous fait travailler. Tou.te.s les étudiant.e.s poursuivent en quelque sorte, à leur propre solde, le travail de dressage débuté à la maison, dès la petite enfance, afin de se rendre entièrement disponibles et compétent.e.s pour le marché du travail. En ce sens, bien que les futurs gestionnaires du capital puissent profiter tout autant que la prochaine préposée aux bénéficiaires d'un statut de travailleur.euse et d'un salaire étudiant, exiger que soit reconnue la reproduction de notre propre force de travail à l'école par l'octroi d'un salaire est en soi une attaque au capital en ce qu'elle consiste en une réappropriation d'une partie de la valeur nécessaire à la reproduction de la totalité capitaliste.

Une telle lutte ne peut être limitée à un statut juridique et à un montant d'argent : sa réalisation implique une confrontation directe avec l'école et ses représentant.e.s (étudiant.e.s, profs, admins, etc.). Elle implique donc la transformation de rapports sociaux. Et l'on peut gager que c'est dans cette part de conflit entre ceux qui tiennent à l'école telle qu'elle est et ceux qui y voient plutôt une source d'aliénation, d'exploitation et de discrimination que pourrait émerger une conscience de classe. C'est que certain.e.s ont le privilège de faire des études un loisir ou une passion, alors que d'autres ne peuvent éterniser leur passage au centre de formation, au CÉGEP ou à l'université.

C'est peut-être là où le bât blesse pour plusieurs opposant.e.s à cette campagne : revendiquer le statut de travailleur.euse implique de réellement considérer les études comme un travail. Ce faisant, on reconnaît le processus par lequel toutes les dimensions de nos vies sont marchandisées : non pas pour que le travail y prenne une place encore plus grande, mais pour tenter d'y résister collectivement en redéfinissant le champ de bataille de la lutte des classes.

Refuser le travail ou refuser de travailler ?

La non-collaboration au travail n'exprime pas seulement l'aliénation due à la nausée, à la monotonie, au caractère répétitif, à l'absence de contenu du rôle du travail individuel et collectif; aujourd'hui, la non-collaboration, la passivité et le ralentissement des rythmes sont collectifs, ou bien ils ne sont pas, de même que le gaspillage et le sabotage. (Matériaux pour l'intervention (1971-1972), Les ouvriers contre l'État - refus du travail.)

Nous pourrions dire que la recomposition est le retour à l'autonomie qui n'est pas là. Le retour donc à des éléments qui, en rompant avec le cadre donné, se composent de manière radicalement différente, en créant un nouveau cadre de rapports sociaux. Et en se recomposant dans la rupture, ces éléments se subvertissent eux-mêmes, changent de fond en comble, se renversent par rapport à leur fonction originaires. (Davide Gallo Lassere et Gigi Roggero, « Par delà opéraïsme et post-opéraïsme ».)

On pourrait aussi faire de tout ça un enjeu strictement théorique : discourir longtemps à savoir si Marx dirait que le travail étudiant est exploité, analyser comment la grève des stages aurait pu *fit*ter dans un cadre théorique marxien, appeler au développement d'une conscience de classe au sein de l'école, tout en posant les stages des autres dans le « travail » et sa propre dissert de philosophie sur les *Catégories* d'Aristote dans le « non-travail ». Ou au contraire, se « *foutre de ces analyses marxisantes de l'université* » et préférer prendre le *cash* qu'elle a à nous donner pour créer d'autres mondes avec ses

ami.e.s et faire advenir, sans trop de conflits, « un usage communiste de l'université »¹⁹. Il y a également la possibilité d'attendre le prochain assaut néolibéral contre le système d'éducation public et, alors, ressortir la bonne vieille cassette de la gratuité scolaire à défendre en se laissant organiser par les réformistes et les syndicalistes en herbe.

Le pari de la grève des stages était tout autre. En ayant comme point de départ le positionnement des étudiant.e.s en tant que travailleur.euse.s et la revendication d'un salaire pour les stages, on assumait le risque de mener une campagne offensive qui visait un changement concret de la condition des étudiant.e.s et de leur position au sein de l'école. Les étudiant.e.s feraient consciemment de la grève l'interruption collective et volontaire de leur travail.

Le mouvement étudiant n'agirait ainsi plus comme groupe de pression, gardien de l'autonomie du système d'éducation face au marché ou défenseur des droits citoyens. Cette fois, les étudiant.e.s ne se positionneraient pas non plus comme les représentant.e.s de la « jeunesse » qui rêve d'un avenir meilleur, d'une rupture avec la « société » ou d'être l'étincelle d'un mouvement généralisé. En s'affirmant *de facto* travailleur.euse.s et en mettant à l'avant-plan une analyse selon laquelle l'État et le marché du travail exploitent les stagiaires, la dernière grève étudiante et la campagne qui l'a précédée ont non seulement déstabilisé le rapport qu'entretient l'État avec les étudiant.e.s – en plus de clouer le bec à la droite – mais ont également permis d'opérer le début d'une transformation dans la subjectivité des étudiant.e.s. C'est dans ce dernier élément que se révèle la distinction avec les luttes étudiantes des vingt dernières années.

Dans un contexte d'apathie du mouvement étudiant, alors que les exécutifs des associations étudiantes locales et nationales répétaient *ad nauseam* que la *mob* est difficile, la mise de l'avant de la grève des stages a permis de rompre avec le cadre existant du militantisme étudiant. En effet, ce mouvement de grève a ouvert la possibilité pour les stagiaires de se redéfinir en tant qu'éléments subversifs en rupture avec le rôle qui leur était jusque-là assigné, tant au sein de l'école et du mouvement étudiant que dans le capitalisme. Loin de s'inscrire dans un mouvement « pour » le travail (s'il faut encore se défendre d'une accusation aussi loufoque), les stagiaires en enseignement, en travail social ou en soins infirmiers ayant fait la grève ont refusé le travail gratuit qui leur était imposé et les discours sur la « passion » ou la « vocation » qui cherchaient à le justifier.

En fait, au fil des différents moments de grève, et plus particulièrement au printemps 2019, de plus en plus de stagiaires ont réalisé qu'ils n'avaient peut-être pas besoin des stages. Un moment est venu où le simple refus du travail gratuit s'est doublé d'un refus de *faire* ce travail gratuit, c'est-à-dire d'un refus de sa propre condition de stagiaire et de l'école qui l'impose. L'exemple le plus frappant est sans aucun doute celui des stagiaires en enseignement du français langue seconde de l'UQAM, qui ont insisté pour poursuivre la grève – malgré sa non-reconduction généralisée – parce qu'ils ne voulaient plus remettre les pieds dans leurs milieux de stage tant qu'ils ne seraient pas payé.e.s et malgré le risque de devoir tout recommencer l'année suivante.

S'y ajoutent les étudiant.e.s en enseignement du campus de Saint-Jérôme de l'UQO, qui ont prolongé la grève sur plus d'un mois pour ne plus rentrer en classe. En l'absence de la médiation d'un exécutif national ou local, les stagiaires et étudiant.e.s en grève se sont organisé.e.s sur leurs propres bases, réagissant directement aux menaces, selon leur propre perspective. Par exemple, les stagiaires grévistes ont organisé des journées d'actions afin de confronter les directions de leurs programmes et les superviseur.e.s de stage qui, tout au long du débrayage, s'étaient démarqué.e.s de par leur mépris et leur

La grève est ainsi devenue un moment qui a permis d'exposer les antagonismes, notamment parce que les revendications qui la motivaient perturbaient concrètement les rapports qui régulent les relations professeur.e.s/étudiant.e.s/milieus de stage. En ce sens, au contraire des grèves précédentes, la répression ne s'est pas principalement fait à l'encontre des militant.e.s jugé.e.s radical.e.s ou violent.e.s, dans une volonté de rétablir l'ordre. Cette fois, c'est l'interruption du travail qui a été réprimée : pour la première fois, des étudiant.e.s ont été mis.e.s en échec par l'université parce qu'ils ont fait la grève.

Les stagiaires qui ont pris conscience de leur exploitation étaient déterminé.e.s à exposer, par la grève, les contradictions au sein de l'école. Ce faisant, iels devenaient tout aussi, sinon plus, dangereux.se.s que les actions militantes que l'on qualifie habituellement de radicales. Sans volonté de représenter le mouvement étudiant ni une quelconque « force » citoyenne, humaniste ou progressiste, les stagiaires ont fait la grève en refusant d'effectuer le travail gratuit qui leur était imposé, approfondissant ainsi le caractère subversif des grèves étudiantes. En tant que travailleur.euse.s s'organisant contre leur propre exploitation, les stagiaires ont développé une subjectivité qui n'était plus forgée par l'école et la domination capitaliste, mais plutôt par l'expérience de la lutte. Le potentiel révolutionnaire d'une telle contresubjectivité, lorsqu'incarnée sur le terrain de l'école, n'est pas à minimiser.

La revendication de la rémunération de l'ensemble des stages comportait évidemment son lot de contradictions : des limites du salaire – assumées et complexifiées dès le départ^[10] – aux difficultés de lier la grève des stages à la revendication du salaire étudiant, notamment parce que les stages sont faits à l'extérieur de l'école et qu'ils sont associés aux savoirs « pratiques ». Malgré le fait que la campagne ait exposé le fouillis dans la gestion des stages, il demeure que, par leur forme, il a été facile de circonscrire le travail qui y est effectué et de les catégoriser, permettant ainsi une sortie de crise relativement facile à surmonter pour l'État.

Cela dit, l'objectif de cette campagne était de provoquer un éclatement des contradictions présentes à l'école et ainsi entamer une rupture avec le cadre qu'elle nous impose par l'articulation d'un nouveau sujet autonome. Sur le mode du pari, évidemment, car « *sans un pari politique il n'y a en effet pas de politique au sens révolutionnaire* »^[11], les étudiant.e.s ont tenté de s'armer du statut de travailleur.euse pour lutter contre l'école et donc, contre la position qu'on leur assigne dans l'organisation du capital^[12].

En raison de l'agressivité avec laquelle le capitalisme se renouvelle et devant l'insuffisance des luttes des dernières décennies, il est plus que jamais nécessaire de prendre le risque de rompre avec la routine militante et les espaces politiques institutionnalisés et folklorisés, qui, de la forme-parti aux associations étudiantes, participent davantage à l'expansion du capitalisme qu'à de réelles ruptures. Multiplier les risques militants autonomes est probablement la seule avenue possible pour continuer de lutter après tant de défaites.

La montée des nationalismes, notamment sous le couvert de la laïcité, découle en partie des luttes de libération nationale ; les luttes syndicales sont toujours moins mordantes – empêtrées qu'elles sont dans le spectacle des négociations de conventions collectives ou encore étouffées par les lois spéciales – voire tout simplement réactionnaires, au nom de la corporatiste préservation des acquis ; la multiplication des espaces et projets autogérés, comme le mouvement des occupations, a déçu, en ce qu'ils ont servi une (re)privatisation des rapports sociaux et une (re)production de l'exploitation. Alors que dans les milieux

insurrectionnalistes, on affirme que « les insurrections, finalement, sont venues », les crises, elles, ne cessent de se multiplier et de se prolonger.

Dans ce contexte, le champ du travail ne peut tout simplement pas être délaissé aux mains du capital et de l'État et ses institutions. Loin d'être une vérité unique ou une idée nouvelle, la politisation du travail n'en reste pas moins l'un des angles morts actuels de la gauche radicale. Si la mise de l'avant historique de la classe ouvrière, dont la conception était d'ailleurs tronquée, comme centre exclusif de l'activité révolutionnaire a été un grand tort, il en est également un d'aujourd'hui laisser tomber presque toute perspective de lutte des classes sur le terrain du travail.

Loin d'être postindustriel, comme on cherche à nous en convaincre à gauche et à droite, le monde est plutôt marqué par un processus de «travaillisation», qui prend la forme d'un mouvement perpétuel de «*mise au travail totale de la vie humaine*»^[13]. Dans une société hyperindustrialisée, le travail ne peut plus être vu comme un moment séparé de la vie. Ainsi, le refus du travail ne peut se réduire à une révolte existentielle, à une position éthique contre le travail, ou à un arrêt individuel.

Il ne peut non plus se limiter aux actes isolés – la paresse, l'absentéisme, le vol. Ce n'est pas faire la grève que de prendre l'ensemble de ses congés de maladie ! Sans en nier le potentiel, tant qu'ils ne sont pas organisés collectivement, les actes de refus ne sont pas des actes politiques. L'école se préserve facilement avec des «délinquant.e.s» en son sein, mais elle prend vraisemblablement moins bien l'organisation d'étudiant.e.s en tant que travailleur.euse.s exigeant de reprendre contrôle sur leur activité.

Puisqu'il n'existe pas de classe par nature, il est nécessaire de sans cesse se recomposer politiquement en tant que classe, au moins au même rythme que se recompose le capitalisme. Et ce n'est que dans le contexte de la lutte, ce n'est qu'en s'organisant avec ses pairs, au travail, à l'école, dans les quartiers, afin de rendre toujours plus visible ce qui unit en même temps que de faire éclater les antagonismes, que peuvent se recomposer les classes. C'est ce que [les militant.e.s des CUTE ont tenté de faire dans le contexte étudiant](#). Une tentative préliminaire et nécessairement insuffisante, parfois maladroite, mais qui invite surtout à retenter et étendre l'expérience. La suite est attendue avec impatience.

Image bandeau : [Juan R. Fuentes / MOLAA, via LA Times](#).

Notes

^[1] Mariarosa Dalla Costa et Selma James (1972) [The Power of Women and the Subversion of the Community](#).

^[2] Silvia Federici et Nicole Cox (1975) «Counterplanning from the Kitchen», dans Silvia Federici (2012) *Revolution at Point Zero : Housework, Reproduction and Feminist Struggle*, Oakland, PM Press.

^[3] À ce sujet, voir Camille Robert et Louise Toupin. (2018) *Travail invisible: Portraits d'une lutte féministe inachevée*, Montréal, les éditions du remue-ménage..

^[4] Silvia Federici, « Reproduction de la force de travail dans l'économie globale? : la révolution féministe inachevée », dans Silvia Federici (2016) *Point zéro : propagation de la révolution. Salaire ménager, reproduction sociale, combat féministe*, Éditions iXe. Voir [ici sur Contretemps](#).

^[5] [Dans un exemple récent](#), des restauratrices employaient des travailleur.euse.s sans-papiers sous le salaire minimum. Les travailleur.euse.s ont été arrêté.e.s en vue de leur déportation, tandis que les restauratrices ont été excusées, le juge prenant en considération la pénurie de main-d'oeuvre.

^[6] Temps Libre, « [Pour une redéfinition du sujet de la lutte. Considérations sur le concept de « travail étudiant » tel que théorisé par le mouvement actuel](#) », janvier 2019, p. 18.

^[7] *Ibid.*, p. 29

^[8] Selma James, *Sex, Race and Class*, Londres, Housewives in Dialogue, 1986, p. 12 (traduction libre).

^[9] Ingouvernables, « On s'est radicalisé dans nos temps libres / Nous ne voulons pas être des étudiant.e.s, nous sommes des délinquant.es », p.1-2

^[10] Louis-Thomas Leguerrier et Thierry Beauvais-Gentile, « [Le mépris comme salaire de notre peine](#) », *CUTE Magazine*, automne 2016.

^[11] Davide Gallo Lassere et Gigi Roggero, « [Par delà opéraïsme et post-opéraïsme. Entretien avec Gigi Roggero](#) », *Période*, septembre 2018.

^[12] Comme le souligne Mario Tronti dans *Ouvriers et capital*: « [Pour lutter contre le capital, la classe ouvrière doit lutter contre elle-même en tant que capital](#) ».

^[13] Gianluca Pittavino, « [Romano Alquati : de l'opéraïsme aux écrits inédits des années 1990](#) », *Période*, février 2018.